

1
Bureau
Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJKE BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 20 janvier 1954, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes", a donné le 1er février 1954 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 20e Januari 1954 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende wijziging van de organieke wet van 9 Juli 1926 betreffende de werkrechtersraden", heeft de 1e Februari 1954 het volgend advies gegeven :

Le projet se propose d'apporter à la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes, des aménagements limités. Le Conseil d'Etat fait observer que des auteurs ont maintes fois souligné la nécessité urgente d'apporter au problème du contentieux des lois sociales une solution d'ensemble. La dispersion et la multiplicité des juridictions de toute nature et de tous ordres, auxquelles cette matière est actuellement dévolue, est une source de difficultés tant pour ceux qui appliquent les lois sociales que pour ceux qui y sont assujettis. Tout récemment M. Humblot, membre de la Chambre des Représentants, a déposé une proposition de loi "organisant les juridictions du travail" (Doc. parlem. - Chambre - Session 1953-54, n°143). Il souligne dans ses développements que "les plus larges milieux appellent de leurs souhaits l'institution de juridictions du travail" et que tel est "le vœu des organisations de chefs d'entreprises autant que des organisations de travailleurs". Il se réfère également aux vœux exprimés dans le même sens par les milieux universitaires et juridiques et cite plusieurs études antérieures dont les conclusions rejoignent, fut-ce partiellement, les siennes. Il rappelle qu'au sein même des assemblées parlementaires "la nécessité a été unanimement reconnue d'unifier l'ensemble disparate des organisations contentieuses existantes, et de les intégrer dans une juridiction inspirée de principes cohérents, soumise à des règles uniformes".

+

+ +

.../...

Le texte du projet appelle, d'autre part, les observations suivantes :

I.

Le Conseil d'Etat constate que la suppression, par l'article 2 du projet, de la consultation obligatoire des conseils communaux intéressés et de la députation permanente a pour effet de supprimer toute consultation d'une autorité ou institution légale, pour l'institution d'un conseil de prud'hommes. Cet inconvénient serait pallié si le texte prévoyait la consultation obligatoire du Conseil national du travail, ce qui aurait en outre les avantages suivants :

- 1° la consultation des associations professionnelles les plus représentatives des employeurs et des travailleurs serait rendue inutile puisque ces associations sont, par le fait même, celles qui sont représentées au Conseil national du travail;
- 2° le Conseil national du travail est tenu de donner son avis dans un certain délai, ainsi que l'exige l'article 8 de la loi du 29 mai 1952 organique du Conseil national du travail.

II.

L'article 4 du projet modifie l'article 20 de la loi du 9 juillet 1926 en en reprenant toutefois la rédaction défectueuse. Le Conseil d'Etat propose, pour l'alinéa 1er de cet article 20, un texte qui paraît plus logique et ainsi libellé :

.../...

"Article 20.- Les membres d'un conseil de prud'hommes parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusive-ment ne peuvent faire partie de la même chambre".

D'autre part, en vertu de l'article 67 de la Constitution, aucune habilitation spéciale de la loi n'est requise pour donner au Roi le pouvoir de faire un règlement ou arrêté nécessaire à l'exécution d'une disposition légale.

Il convient d'observer en outre que, vu la limitation apportée à son objet par le projet, il est malaisé d'imaginer pourquoi un arrêté d'exécution serait nécessaire pour permettre l'application de cet article 20.

La justification donnée dans l'exposé des motifs à la suppression de la règle d'incompatibilité incluse dans l'alinéa 1er de l'article 20 est inexacte: l'article 36 ne permet nullement la récusation pour des motifs tenant aux relations existant entre deux membres du siège.

III.

Il convient de rédiger le début du nouvel alinéa introduit par l'article 5 comme suit :

"Dans les conseils de prud'hommes qui comprennent plus d'une chambre pour ouvriers ou plus d'une chambre pour employés ...".

.../...

IV.

L'article 6 qui insère dans la loi du 9 juillet 1926 un article 25 bis, appelle les remarques suivantes :

1. La disposition trouverait mieux sa place dans la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. Cette dernière, en effet, règle en son article 47, alinéa 1er, les justifications à fournir par les candidats conseillers.
2. Il existe en Belgique deux magistratures électives : la magistrature consulaire et la magistrature prud'homale.

Jusqu'à présent, les justifications de connaissance linguistique à fournir par les membres de l'une et de l'autre étaient réglées de façon identique par la même disposition : l'article 47, alinéa 1er, de la loi du 15 juin 1935. Le projet aurait pour effet de rompre cet équilibre puisque l'article 25 bis nouveau de la loi du 9 juillet 1926 impose aux présidents et vice-présidents des conseils de prud'hommes des justifications supplémentaires qui ne sont pas exigées des présidents et vice-présidents des tribunaux de commerce.

3. La manière dont la justification de la connaissance des langues employées dans le ressort doit être fournie par les présidents et vice-présidents, n'est pas précisée. Tout au plus, le projet prévoit-il indirectement qu'un examen sera organisé, en chargeant le Roi de régler les modalités "de création" du jury et en précisant que les membres de celui-ci seront nommés par le Ministre de la Justice.

Mais il n'est pas dit si l'examen est le seul mode de justification que le Roi peut établir.

Le projet ne précise pas non plus le degré de connaissance linguistique exigé.

4. Les présidents d'un conseil de prud'hommes sont nommés sur une liste double formée de candidats choisis par les prud'hommes élus par les employeurs, ou par les prud'hommes élus par les travailleurs, en leur sein (article 25 de la loi du 9 juillet 1926). Le projet rend cette règle applicable aux vice-présidents.

Aucune justification autre que la déclaration prévue par l'article 47 de la loi du 15 juin 1935 n'étant exigée des conseillers prud'hommes, il en résulte que le Roi pourra se trouver dans l'impossibilité de procéder aux nominations requises par la loi, soit qu'aucun des conseillers appelés à former la liste ne se soit présenté à l'examen ou ne veuille s'y présenter ou ne l'ait réussi, soit que les conseillers appelés à former la liste se refusent à présenter comme candidats ceux d'entre eux qui répondent aux exigences nouvelles en matière linguistique.

V.

Dans l'article 53 nouveau proposé pour la loi du 9 juillet 1926 par l'article 7 du projet, il est mal précisé si le délégué d'une association professionnelle, admis à représenter les parties devant le bureau de conciliation et à l'audience, doit être porteur d'une procuration spéciale ou s'il peut être un mandataire général.

Des explications fournies au Conseil d'Etat, il résulte que les intentions du Gouvernement sont les suivantes :

- 1° pour être habilité à représenter les parties, le délégué doit être muni d'une procuration générale de son association;
- 2° pour pouvoir être agréé d'office, il doit, en outre, être muni d'une procuration spéciale de la partie qu'il représente.

Le Conseil d'Etat fait observer que, dans ces conditions, et pour autant seulement qu'une partie quelconque l'ait habilité d'une manière spéciale, le délégué est en droit de représenter toute partie devant les conseils de prud'hommes, qu'il s'agisse ou non d'un membre de son association, et que celle-ci en ait connaissance ou non.

Il n'est donc même pas exclu que le délégué d'une association professionnelle d'employeurs représente un travailleur, ou vice versa.

Avec le texte proposé pour l'article 53 et pour l'article 62 de la loi du 9 juillet 1926, le Conseil de prud'hommes ne pourra qu'agréer d'office pareille situation.

Le Conseil d'Etat fait observer en outre que le projet porte atteinte pour la première fois au principe que les représentants des parties autres que les avocats et les avoués doivent toujours être agréés par la juridiction devant laquelle ils comparaissent.

Ce principe est inscrit dans l'article 9, alinéa 2 du Code de procédure civile, l'article 62 de la loi du 18 juin 1869 et l'article 62 de la loi du 9 juillet 1926.

VI.

L'article 8 propose la suppression des avoués parmi les personnes admises d'office, sans procuration, à représenter les parties.

D'après les intentions du Gouvernement, telles qu'elles ont été exposées au Conseil d'Etat, cette suppression n'a d'autre objet que de constater une réalité, à savoir que la comparution par avoué devant les conseils de prud'hommes n'est pratiquement jamais usitée.

Il semble cependant difficile d'admettre, aussi longtemps que la charge d'avoué n'aura pas été supprimée, que la juridiction prud'homale soit interdite aux avoués à moins qu'ils ne soient munis d'une procuration spéciale et agréés dans chaque cas par le conseil de prud'hommes.

Le Conseil d'Etat est d'avis que la mention des avoués doit demeurer dans l'énumération contenue dans l'article 62 et devrait être introduite dans celle que l'on se propose de faire figurer dans l'article 53.

.../...

VII.

Le Conseil d'Etat estime qu'il serait opportun de faire figurer dans la loi une disposition transitoire réglant le sort des contestations introduites devant une juridiction qui, en vertu de la loi projetée, cesserait d'être compétente.

Het ontwerp wil in de wet van 9 Juli 1926 betreffende de werkrechtscouraden "beperkte aanpassingen aanbrengen". De Raad van State merkt op dat verschillende auteurs meermaals met nadruk gewezen hebben op de dringende noodzakelijkheid, het vraagstuk van de geschillen inzake sociale wetgeving in zijn geheel te regelen. Het feit dat deze stof thans is toevertrouwd aan zoveel verspreide rechtscollèges van alle aard is een bron van moeilijkheden zowel voor hen die de sociale wetten toepassen als voor hen die er aan zijn onderworpen. Zeer onlangs heeft de Heer HUMBLET, lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, een wetsvoorstel ingediend "tot inrichting van de arbeidsgerechten" (Parl.Doc.-Kamers - zittijd 1953-1954, nr 143). In zijn commentaar onderstreept hij: "in zeer brede kringen wordt de wens geuit dat arbeidsgerechten zouden ingesteld worden" en dat "deze wens uitgaat zowel van de organisaties van bedrijfsleiders als van deze der werknemers". Hij wijst er eveneens op dat ook in universitaire en rechtsgeleerde kringen dergelijke wensen naar voren werden gebracht en haalt verschillende studiën aan waarvan de conclusies, althans gedeeltelijk, met de zijne overeenstemmen. Hij brengt in herinnering dat in de parlementaire vergaderingen zelf "eenparig werd erkend dat eenvormigheid moet worden gebracht in het bonte complex der bestaande instellingen voor geschillen en dat zij moeten worden ingeschakeld in een rechtsmacht, geleid door samenhangende beginselen en onderworpen aan eenvormige regelen".

+

+

+

.../...

Bij de tekst van het ontwerp zijn voorts de volgende opmerkingen te maken .

I.

De Raad van State stelt vast, dat het afschaffen, door artikel 2, van de verplichte raadpleging der betrokken gemeenteraden en van de bestendige deputatie voor de oprichting van een werkrechtersraad, medebrengt dat geen enkele wettelijke macht of instelling nog wordt geraadpleegd. Dit bezwaar zou worden verholpen indien voorgeschreven werd dat de Nationale Arbeidsraad wordt geraadpleegd; hieraan zouden bovendien de volgende voordelen verbonden zijn:

- 1° het zou niet meer nodig zijn het advies in te winnen van de meest representatieve beroepsverenigingen van werkgevers en werknemers, aangezien deze verenigingen uiteraard deze zijn welke in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigd zijn ;
- 2° de Nationale Arbeidsraad moet zijn advies geven binnen een bepaalde termijn, zoals artikel 8 van de wet van 29 Mei 1952 tot inrichting van de Nationale Arbeidsraad voorschrijft.

.../...

II.

Artikel 4 van het ontwerp wijzigt artikel 20 van de wet van 9 Juli 1926 en neemt er ook de gebrekkige redactie van over. Voor het eerste lid van dit artikel 20 beveelt de Raad van State een logische tekst aan :

"Artikel 20.- De leden van een werkrechtersraad die bloed- of aanverwanten zijn tot en met de tweede graad mogen geen lid zijn van dezelfde kamer."

Anderdeels hoeft de Koning, krachtens artikel 67 van de Grondwet, niet speciaal door de wet te zijn gemachtigd om het voor de uitvoering van een wetsbepaling vereiste reglement of besluit uit te vaardigen.

Daarbij komt dat het , gelet op de beperking welke het ontwerp invoert, moeilijk te begrijpen is waarom een uitvoeringsbesluit nodig zou zijn om dit artikel 20 te kunnen toepassen.

De verantwoording, in de memorie van toelichting, voor de afschaffing van de in het eerste lid van artikel 20 neergelede regel inzake onverenigbaarheid, is onjuist : wraking om redenen welke verband houden met de betrekkingen tussen twee leden van de zetel is krachtens artikel 36 geenszins geoorloofd.

.../...

III.

Het nieuwe lid, dat door artikel 5 wordt ingevoegd, zou als volgt moeten aanvangen :

"In de werkrechtersraden met meer dan één kamer voor werklieden of meer dan één kamer voor bedienden. .".

IV.

Om artikel 6 dat een artikel 25 bis in de wet van 9 Juli 1926 invoegt, zijn de volgende opmerkingen te maken :

- 1° deze bepaling zou beter thuis horen in de wet van 15 Juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken. In artikel 47, eerste lid, bepaalt deze immers welke bewijzen de candidaat-werkrechters moeten overleggen ;
- 2° in België bestaan twee verkozen magistraturen : in de rechtbanken van koophandel en in werkrechtersraden.

Tot dusver is de wijze waarop de leden van beide magistraturen hun taalkennis bewijzen op een zelfde wijze door een zelfde bepaling geregeld : artikel 47, eerste lid, van de wet van 15 Juni 1935. Het ontwerp zou dit evenwicht verbreken, vermits het nieuwe artikel 25 bis van de wet van 9 Juli 1926 van de voorzitters en ondervoorzitters van de werkrechtersraden bijkomende bewijzen eist, welke de voorzitters en de ondervoorzitters van de rechtbanken van koophandel niet hoeven te leveren ;

.../...

3° de wijze waarop de voorzitters en ondervoorzitters het bewijs moeten leveren van de kennis der in het rechtsgebied gebruikte talen, wordt niet nader bepaald. Ten hoogste stelt het ontwerp indirect de inrichting van een examen in het vooruitzicht wanneer het de Koning belast met de "oprichting" van de examencommissie en bepaalt dat de leden er van door de Minister van Justitie worden benoemd.

Evenwel wordt niet gezegd of het examen het enige bewijsmiddel is, dat de Koning kan voorschrijven.

Het ontwerp vermeldt evenmin de graad van de vereiste talenkennis;

4° de voorzitters van een werkrechtersraad worden benoemd op een dubbele lijst met kandidaten gekozen door de werkrechters die de werkgevers, of door werkrechters die de werknemers hebben verkozen (artikel 25 van de wet van 9 Juli 1926). Het ontwerp maakt deze regel op de ondervoorzitters toepasselijk.

Aangezien van de werkrechters geen ander bewijs wordt geëist dan de bij artikel 47 van de wet van 15 Juni 1935 voorgeschreven verklaring, volgt hieruit dat de Koning in de onmogelijkheid kan verkeren de door de wet voorgeschreven benoemingen te doen, hetzij omdat geen van de werkrechters die de lijst moeten vormen zich voor het examen heeft aangemeld, of er heeft willen aan deelnemen of er niet voor geslaagd is, hetzij omdat de werkrechters die de lijst moeten vormen weigeren als kandidaten voor te dragen diegenen onder hen die aan de nieuwe taalvereisten voldoen.

.../...

V.

In het nieuwe artikel 53 dat door artikel 7 van het ontwerp voor de wet van 9 Juli 1926 wordt voorgesteld, wordt niet duidelijk bepaald of de gemachtigde van een beroepsvereniging, die de partijen voor het verzoeningsbureau en ter zitting mag vertegenwoordigen, houder moet zijn van een bijzondere volmacht, dan wel of hij met een algemene volmacht kan volstaan.

Uit de uitleg welke aan de Raad van State werd verstrekt, blijkt dat de bedoelingen van de Regering de volgende zijn :

- 1° om partijen te kunnen vertegenwoordigen, moet de gemachtigde houder zijn van een algemene volmacht van zijn vereniging ;
- 2° om ambtshalve erkend te worden, moet hij bovendien houder zijn van een bijzondere volmacht van de partij welke hij vertegenwoordigt.

De Raad van State merkt op dat onder die voorwaarden, en slechts in zoverre enige partij hem daartoe in het bijzonder heeft gemachtigd, de gemachtigde gerechtigd is elke partij voor de werkrechttersraden te vertegenwoordigen, of het al dan niet een lid van zijn vereniging betreft en onverschillig of deze er kennis van heeft of niet.

.../...

Het is dus zelfs niet uitgesloten, dat de gemachtigde van een beroepsvereniging van werkgevers een werknemer vertegenwoordigt, of omgekeerd.

Aan de hand van de tekst welke voor de artikelen 53 en 62 van de wet van 9 Juli 1926 wordt voorgesteld zal de werkrechttersraad zich ambtshalve bij deze toestand moeten neerleggen.

De Raad van State wijst er nog op dat met het ontwerp voor de eerste maal inbreuk wordt gemaakt op het beginsel krachtens hetwelk andere vertegenwoordigers van partijen dan advocaten en pleitbezorgers, altijd moeten erkend zijn door het gerecht waarvoor zij verschijnen.

Dit beginsel is neergelegd in artikel 9, tweede lid, van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, in artikel 62 van de wet van 18 Juni 1869 en in artikel 62 van de wet van 9 Juli 1926.

VI.

Artikel 8 stelt voor, de pleitbezorgers niet meer te vermelden onder de personen, wie het ambtshalve toegelaten is zonder volmacht partijen te vertegenwoordigen.

In de opvatting van de Regering zoals deze aan de Raad van State is uiteengezet, is daarmee niets anders bedoeld, dan het vaststellen van een werkelijkheid, te weten dat practisch nooit een beroep op een pleitbezorger wordt gedaan om voor de werkrechttersraden te verschijnen.

.../...

Zolang het beroep van pleitbezorger niet is afgeschaft, is het evenwel moeilijk aan te nemen dat de pleitbezorgers niet voor de werkrechtersraden zouden mogen optreden, zonder houder te zijn van een bijzondere volmacht en zonder voor elke zaak door de werkrechtersraad te zijn erkend.

De Raad van State is van oordeel, dat de pleitbezorgers in de opsomming onder artikel 62 moeten blijven voorkomen en dat zij aan de opsomming welke voor artikel 53 wordt voorgesteld, moeten worden toegevoegd.

VII.

De Raad van State acht het gewenst in de wet een overgangsbepaling op te nemen die zegt wat gebeurt met de geschillen ingediend voor een gerecht dat krachtens de ontworpen wet niet langer bevoegd zou zijn.

La chambre était composée de De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS,	premier président du	président
de Heren :	Conseil d'Etat,	
	eerste-voorzitter van	voorzitter
	de Raad van State,	
M.SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat,	
G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
F.DUCHENE,	assesseurs de la	
	section de législation,	
F.VAN GOETHLM,	bijzitters van de	
	afdeling wetgeving,	
G.PIQUET,	greffier adjoint,	greffier
	adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la ver- De overeenstemming tussen
sion française et la version néer- de Franse en de Nederlandse
landaise a été vérifiée sous le tekst werd nagezien onder toe-
contrôle de M. VAN BUNNEN. zicht van de H.VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) G.PIQUET.

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister
du Travail et de la Prévoyance sociale.
van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le

1954.

De

1954.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

R.D.LCKMYN.